

Nouveaux Cahiers du socialisme



Entrevue avec Alain Proulx, militant syndical à l'Alcan d'Arvida

Suzanne-G. Chartrand

Number 19, Winter 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/87757ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Chartrand, S.-G. (2018). Entrevue avec Alain Proulx, militant syndical à l'Alcan d'Arvida. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (19), 187–198.

Entrevue avec Alain Proulx, militant syndical à l'Alcan d'Arvida

RÉALISÉE PAR SUZANNE-G. CHARTRAND



NCS – Alain, je te rencontre pour que tu me racontes ton parcours militant afin de nous aider à réfléchir sur notre engagement. Est-ce que tu te considères comme un militant et penses-tu que tu as eu un parcours militant ?

A.P. – Oui, pas mal, parfois un peu trop, j'ai de la misère avec la mesure... Même à la retraite, je suis encore très actif. C'est pas facile de se calmer, car l'époque nous rentre dans le corps, on a l'impression que tout ce qu'on avait acquis, qu'on croyait être des acquis resterait. Eh bien non, on recule à plein de niveaux, pas juste sur le plan syndical. Moi, ça m'affecte beaucoup.

NCS – Comment es-tu devenu militant ?

A.P. – Chez nous, on était huit enfants et mon père a été impliqué syndicalement une bonne partie de sa vie : il était électricien de l'Alcan à l'usine d'Arvida et était délégué syndical, puis responsable de l'éducation au Conseil central de la CSN (Confédération des syndicats nationaux) pendant des années, mais pas libéré à plein temps. D'ailleurs, mon père connaissait ton père, qui est venu lors de la grève de 1957 ; mais je pense que c'est autour des élections fédérales de 1958 dans Lapointe (Jonquière), où Michel [Chartrand] s'est présenté pour le CCF (Co-operative Commonwealth Federation), qu'il l'a rencontré. Mon père m'amenait aux réunions syndicales quand j'avais 10-11 ans. Ma mère, qui était une « veuve syndicale », devait lui dire « débarrasse-moi d'un ou deux enfants »,

alors il m'amenait et j'écoutais les hommes. C'est sûr que ça m'a influencé. Par papa, on a appris c'était quoi, la militance.

Je suis parti jeune de la maison, la première fois à 16 ans, puis je suis revenu un petit bout et suis reparti pour aller au cégep de Jonquière. À l'époque, on parlait tôt et sans rien ; il ne nous venait pas à l'idée de demander à nos parents de payer nos études. Je voulais m'inscrire en sciences de la santé parce que je voulais devenir vétérinaire, mais comme je n'avais pas les prérequis, finalement je me suis retrouvé en arts et lettres et, comme je n'avais pas fait assez de sciences, ayant fait mon cours classique, je n'ai pas réussi à entreprendre ces études.

NCS – Quels ont été tes premiers engagements militants ?

A.P. – Mon premier emploi a été dans un café culturel à Arvida ; ma démarche de militance a d'abord été dans le milieu culturel communautaire. On organisait des spectacles, des formations artistiques et je m'occupais du cinéclub où on passait entre autres des films québécois à caractère social. Au bout de deux ans, la Ville a fermé notre café parce qu'elle trouvait qu'on était trop turbulents... Après, avec un ami, on a ouvert une librairie, *En train d'être*, avec deux volets, l'un contreculturel et l'autre social, dont je m'occupais. C'est comme ça que je suis entré en contact avec des groupes progressistes de Montréal où j'allais pour acheter des livres. Après, j'ai travaillé au S.C.R.A.M., un groupe de vidéo communautaire ; j'y ai été embauché après le départ de Bernard Émond, qui était venu travailler dans la région et avait réalisé le film *L'Alcan, c'est une vie*¹. L'objectif de ce groupe était de produire et de diffuser des vidéos. Alors, j'ai participé à leur diffusion auprès des ouvriers de l'Alcan et dans toute la région ; on faisait des réunions de cuisine pour en discuter. On a produit aussi une vidéo sur les négociations du secteur public et parapublic de 1975-1976 à la demande de la CSN de la région, *L'État employeur*, et on en a fait la diffusion dans les syndicats et partout. On a fait aussi une vidéo sur Provigo où il y avait eu une grève dans la région. On était en lien avec tous les groupes populaires et culturels de la région, dont la radio communautaire et le centre des femmes de Jonquière. On travaillait sérieusement, on faisait des bilans de nos activités, on était très sévères envers nous-mêmes.

Dans cette démarche-là, on s'est questionnés, comme beaucoup de militants au Québec à cette époque. On faisait des interventions pour que le monde se prenne en main politiquement et s'organise, mais à un moment donné, on en voyait les limites et on se disait : « C'est beau faire tout ça, mais qu'est-ce qu'on fait après ? ». À ce moment-là, les groupes M.-L. (marxistes-léninistes) commençaient à Montréal. C'est nous qui les avons fait venir, deux ou trois. On avait fait un questionnaire et finalement plusieurs, dont moi, ont adhéré

1 Bernard Émond, *L'Alcan c'est une vie*, long métrage documentaire, vidéo, Production S.C.R.A.M., 1974, 85 min.

à la Ligue marxiste-léniniste du Canada, d'abord comme sympathisants, puis comme membres. Ça n'a pas été facile, car on était divisés, certains n'étaient pas d'accord. Aujourd'hui, je dirais qu'ils avaient raison. Je pense que cela nous a éloignés de la réalité et des préoccupations de ceux avec qui on voulait changer les choses.

Comme tu sais, une des stratégies de la Ligue était l'implantation en usine. Avec mes amis, je diffusais le journal *La Forge*, mais je ne le diffusais pas à l'Alcan, car j'y avais postulé pour un emploi. Je ne devais pas me faire voir là. Finalement, en 1978, à 25 ans, j'ai été embauché à l'Alcan après une entrevue où j'ai fait le niaseux, prétendant que je ne connaissais rien aux manifs, etc. Cela a marché. Ma période PCO (Parti communiste ouvrier, qui a succédé à la Ligue) n'a pas duré longtemps ; on a sabordé ça quelques années après parce qu'on trouvait que ça n'allait nulle part. Mais je ne voulais pas vraiment travailler à l'Alcan, c'était plus une décision politique, mais aussi avec le temps je me suis rendu compte que je devais gagner ma vie. Après six mois, je suis allé voir le vice-président du syndicat et lui ai dit que je voulais devenir agent de griefs. Il m'a recommandé d'attendre d'avoir ma permanence, sinon ils allaient me mettre dehors, c'était un sage conseil...

NCS – Comment ton père a-t-il réagi à ta décision de travailler à l'Alcan comme lui ?

A.P. – Cela m'a surpris. J'avais étudié, alors il pensait que j'allais faire autre chose que lui, il connaissait les conditions de travail à l'usine... il ne m'a pas encouragé. Il était peut-être déçu. Comme je n'avais pas de métier, j'ai été embauché comme opérateur de filtration à l'usine d'alumine Vaudreuil du complexe d'Arvida. C'était routinier, on ne se cassait pas la tête, mais les conditions de travail faisaient dur. On travaillait sur des quarts de travail de huit heures, par exemple de 8 h à 16 h, et ça, durant sept jours en ligne, puis on avait un congé de 72 heures et on reprenait deux autres quarts de sept jours, soit de 4 h à minuit, puis de minuit à 8 h. Ça fait qu'on avait une fin de semaine de congé toutes les six semaines ; tu imagines la vie comme ça, avec une blonde ou une famille... C'était vraiment difficile et on était vraiment écœurés. On faisait des semaines de 56 heures; ils nous mettaient des heures en banque qu'on pouvait prendre en congés intégrés à notre horaire. J'ai passé une partie de ma vie sur différentes tâches de production à l'Alcan à l'usine d'alumine Vaudreuil, mais aussi dans les salles de cuves Soderbergh, là les conditions étaient encore pires.

NCS – Raconte-moi la première grève où tu as été impliqué comme ouvrier.

A.P. – En 1979, on est sortis en grève durant trois mois et demi. Moi, à cette époque, j'étais un M.-L. reconnu et à la première assemblée syndicale, mes

camarades M.-L. m'avaient dit : « Alain, il faut que tu prennes la parole ». J'ai un an d'ancienneté et, au micro, j'engueule les dirigeants de mon syndicat en les traitant de collaborateurs, devant plus de 2000 travailleurs réunis à l'aréna ; les jambes m'en tremblaient. Je n'ai pas été hué ; mon intervention a même été assez bien reçue. Faut dire que le président de notre syndicat et de la Fédération des syndicats du secteur aluminium (FSSA), Jean Halley, qui était un libéral reconnu, n'était pas particulièrement aimé des travailleurs qui étaient péquistes pour un bon nombre.

NCS – Comment es-tu passé du PCO au militantisme syndical ?

A.P. – Au début des années 1980, on a fait une grosse campagne de mobilisation pour changer l'horaire de travail. On avait mis sur pied des comités, dont un pour voir ce qui se faisait dans le monde du travail continu. Au début, j'étais pour un horaire avec une semaine de travail de 37 heures et un tiers comme dans les usines de papier, car ça créait de l'emploi. Finalement, c'est une proposition d'horaire de 12 h de travail pendant trois jours et une fin de semaine de congé sur deux qui a passablement amélioré nos conditions de vie.

NCS – Le syndicat des ouvriers de l'Alcan a connu diverses allégeances syndicales. Pourquoi as-tu tant désiré sortir de la FSSA et comment cela s'est-il passé ?

A.P. – Au départ, le syndicat des travailleurs de l'aluminium d'Arvida était à la CSN, mais en 1972, il est parti avec les « trois D » (J. Dion, A. Daigle et P.-É. Dalpé) qui disaient que les syndicats ne devaient pas faire de politique et qui ont fondé la Confédération des syndicats démocratiques (CSD). Mais, peu de temps après, à la suite d'une mésentente avec les trois D, Jean Halley a fondé sa propre fédération, la FSSA, qui comptait plusieurs syndicats dans les alumineries du Québec et les secteurs connexes.

Mais, moi et plein d'autres, on se disait qu'on était une fédération indépendante, en dehors du mouvement syndical organisé, alors qu'on faisait face à une multinationale : on n'avait pas de force. De plus, nous étions plusieurs à critiquer le style de négociation prôné par les dirigeants de la FSSA, la « négociation raisonnée ». Ça durait des mois pendant lesquels les travailleurs n'étaient ni informés ni mobilisés. Alors, on s'est battus pour changer ça.

Au fil des ans, je suis élu à des postes syndicaux : au comité du journal, au comité d'éducation. En 1992, je deviens vice-président du Syndicat national des employés de l'aluminium d'Arvida (SNEAA) qui comptait cinq accréditations, et mon ami Jean-Marc Crevier devient président. On était libérés à plein temps.

NCS – Faisons une petite parenthèse, la *négociation raisonnée* se pratique de plus en plus, est-ce un piège, qu'en penses-tu ?

A.P. – Je ne l'ai jamais pratiquée, je l'ai subie et je peux témoigner que l'on a beau raisonner comme on veut, si les membres ne sont pas consultés régulièrement sur l'avancement de ces négociations, raisonnées ou pas, et surtout si, parallèlement, on ne mobilise pas nos membres, il est très clair que l'employeur va en sortir gagnant. La force des arguments et la raison ne peuvent suffire. Peut-être que cela peut marcher dans de petites entreprises où il y aurait une très grande transparence de leur situation financière, mais sûrement pas dans de grandes entreprises où on ne réussit jamais à avoir le portrait précis de la situation financière. Par expérience, j'ai appris que l'écoute était beaucoup plus grande à la table de négociation quand on a réuni la grande masse de nos membres en assemblée générale. La veille, on nous écoutait poliment avec nos arguments tous bien raisonnables, mais après nos assemblées, les patrons prenaient des notes et prenaient nos arguments pas mal plus en considération.

Pendant des années, on a fait régulièrement des interventions pour convaincre les travailleurs de la FSSA de l'importance de rallier une organisation d'importance au Québec, pas nécessairement la CSN, mais une organisation d'envergure pour qu'on ait un meilleur rapport de force. J'étais souvent sollicité par des gens de la FSSA et d'autres groupes pour faire des recherches sur la multinationale. Et les réponses à nos questions, je les trouvais entre autres à la CSN parce que, là, il y avait des gens libérés à plein temps pour faire des recherches, des économistes, etc. C'est donc plus vers la CSN que mes compagnons et moi, on voulait aller parce qu'on venait de là et qu'on pensait qu'une organisation syndicale devait se préoccuper de la politique et intervenir politiquement, comme le préconisait alors la CSN. À partir de 1994, on a fait voter des résolutions dans les assemblées générales des syndicats de la FSSA et aux congrès de la FSSA à l'effet de cheminer vers le ralliement à une organisation syndicale au Québec. Ceux qui n'étaient pas d'accord pour changer d'allégeance ont mis des conditions pour le choix d'une autre organisation, qui bien entendu écartaient la CSN, entre autres à cause du coût des cotisations. La FSSA avait réussi à survivre en accaparant les intérêts du fonds de défense professionnelle pour son fonds d'administration.

On a finalement été associés, pour un mandat fixe, au Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique (Métallos) durant quelques années. Quand l'échéance est arrivée, on est allés voir tous les syndicats qui étaient dans l'industrie (CSN, Métallos, SCFP, TCA) avant de décider à qui s'affilier. En 2002, le congrès a finalement adopté une proposition pour « que l'ensemble des membres de la FSSA se prononce lors d'un référendum dans les 12 mois sur l'intégration de la FSSA avec une organisation syndicale ». C'est en mars 2004 que, finalement, a eu lieu l'accord de fusion avec les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), entre autres parce que ce syndicat avait pris position sur la

reconnaissance du droit à l'autodétermination du Québec et, pour nous, c'était important parce qu'il avait des liens avec le secteur de l'aluminium. C'était aussi parce qu'il avait un fonds de défense professionnelle, une nécessité en cas de grève ou de lockout, qu'il avait un fonctionnement démocratique et parce que le type de syndicalisme qu'on y préconisait nous ressemblait.

NCS – Quel est l'essentiel du travail du dirigeant-militant syndical, d'après toi ?

A.P. – Je le résumerais ainsi : on va voir les travailleurs régulièrement, on les informe des enjeux, on suscite et organise la mobilisation, on se bat ensemble. En 1992, quand j'arrivai à la vice-présidence, notre syndicat d'Arvida comptait environ 3800 membres, mais les gens étaient peu mobilisés ; certains officiers disaient que ça ne servait à rien de faire des assemblées générales (AG), parce que le monde ne venait pas. Nous, on s'est dit : on va aller voir notre monde pour régler nos problèmes. On faisait nos conseils syndicaux, puis nos exécutifs et, là, on se faisait un plan de match et on allait à plein temps dans les usines ; c'est comme ça qu'on vivait notre militantisme. On ne faisait pas juste du travail de bureau, des règlements de griefs, on était régulièrement dans l'usine pour mobiliser notre monde.

On n'aurait jamais pu faire ce travail si on n'avait pas été libérés, car comment rencontrer 3500 travailleurs qui travaillent sur des quarts de travail dans des lieux de travail immenses ? Les huit ou neuf élus libérés, on se divisait l'usine, on rentrait dans les salles à manger, on faisait des réunions. Ça nous prenait une semaine et après on convoquait une AG. On a rassemblé à ma souvenance jusqu'à 1400 membres dans une seule assemblée. On n'avait même pas de salles assez grandes pour faire nos AG. On a développé un rapport de force sérieux, ce qui a été capital pour les négos de 1995. À Arvida, on a bâti un syndicat de lutte, extraordinaire !

NCS – Quelles ont été les principales luttes menées ?

A.P. – On a continué à se battre pour obtenir des horaires de travail convenables, mais aussi sur la question de l'emploi, à cause des changements organisationnels, de la sous-traitance et aussi parce que l'Alcan avait ouvert une nouvelle usine à Laterrière. Comme le marché de l'aluminium était très bon, ils ont continué à faire fonctionner les vieilles salles de cuves à Arvida. Mais après, ils les ont fermées et cela a entraîné tout un mouvement de personnel avec, finalement, 500 mises à pied. On a mobilisé les gens mis à pied, 150-200 personnes sur une base permanente. On leur a dit : « Si vous ne vous occupez pas de vous autres, l'Alcan va vous oublier, alors arrangez-vous pour ne pas vous faire oublier ! » On se rencontrait sur une base régulière et on a travaillé sur le concept de *temps partagé*. Un des syndicats d'Alcan (Syndicat de l'énergie de Shipshaw) avait développé

le concept de 40/38 : on travaillait 40 heures, mais on n'était payés que pour 38 et, avec les heures accumulées, on avait deux semaines de plus de congés par année. Quand 20 travailleurs adhéraient volontairement à ce système, ça permettait de faire rentrer au travail un travailleur mis à pied. L'Alcan a accepté ça pour le petit groupe, mais pour le grand groupe d'Arvida, elle refusait, alors on s'est mobilisés. Chaque semaine, on faisait des réunions avec les gars mis à pied, des manifs dans les rues, on se faisait voir et on faisait parler de nous. Et on rencontrait les travailleurs dans l'usine et en assemblée pour les inciter à adhérer au travail partagé.

En même temps, on luttait contre les heures supplémentaires. Ça, c'était très dur, car on ne s'est pas fait juste des amis ; une partie de ceux qui nous aimaient avant, là, ils nous aimaient moins. Nous, on disait : il faut partager. On ne peut pas être heureux dans son milieu de travail s'il y a du monde dehors. Ça a été une période très difficile.

NCS – Comment avez-vous pu faire travailler les travailleurs mis à pied par l'Alcan ?

A.P. – Par leur mobilisation, l'éducation et la forte solidarité entre nous, parce qu'on ne peut pas être heureux quand nos camarades sont dehors. On n'a pas cessé de mobiliser notre monde pour revendiquer le travail partagé, la fin des heures supplémentaires obligatoires et pour la sécurité d'emploi, et cela dans le contexte des fluctuations du marché de l'aluminium. En 1995, on a présenté un projet de convention collective mais le patron l'a refusé ; alors on est sortis en grève, ça a duré 10 jours. À l'usine de Laterrière, le mandat de grève n'avait pas passé, mais quand on est sortis à Arvida, les travailleurs se sont ralliés. L'usine de Laterrière a fermé, mais comme il n'y avait pas d'expérience de ce nouveau type de cuves, elles ont gelé et ça a coûté 100 millions de dollars à la compagnie ; ça leur a fait très mal. L'Alcan a accepté finalement nos demandes. On a fini par faire adhérer la majorité au 40/38 avec l'obligation de reprendre en temps les heures supplémentaires. Cela a permis de faire travailler pas mal tout notre monde. Mais aussi on s'est battus pour faire transférer les mis à pied dans les usines autres que celle d'Arvida et, là, ça provoquait des résistances dans d'autres syndicats où certains voulaient protéger leur monde. Aussi, la compagnie a muté certains hauts dirigeants qui avaient rejeté notre proposition de règlement. On a réglé positivement, mais l'Alcan nous attendait au tournant.

Peu avant l'échéance de la convention de 1995, un peu avant 1998, les plus hauts dirigeants de l'Alcan au Québec sont venus nous rencontrer et ils ont admis leur erreur de ne pas avoir voulu négocier sur la base de notre projet en 1995. Ils nous ont proposé de négocier le prochain contrat sur une nouvelle base qu'ils appelaient la « stabilité opérationnelle ». Bref, c'était un concept de *partenariat*. Ils ont réussi à vendre ça aux travailleurs avec de belles promesses. Moi, je n'y croyais pas ; j'étais certain qu'on allait se faire avoir et j'ai décidé de

ne pas aller à la table de négociation, car je ne pouvais pas y faire une bonne *job*, n'y croyant pas. Mais j'ai gardé mon poste de vice-président. J'ai écrit un texte pour m'expliquer à l'AG ; faut croire que ça a été compris, car j'ai été élu président sans opposition en 1999.

NCS – Tu as été très impliqué dans la campagne électorale de Michel Chartrand contre Lucien Bouchard, est-ce que cela a été une parenthèse dans ton militantisme syndical ?

A.P. – En 1998, Michel Chartrand, qui a alors 82 ans, m'informe qu'il veut se présenter contre Lucien Bouchard aux élections provinciales dans Jonquière. À ce moment-là, j'étais conseiller syndical à la FSSA et on était associés avec le syndicat des Métallos. Raymond Labonté, alors président de la FSSA en attendant sa dissolution, m'a libéré à ma demande de certains mandats pour travailler à la campagne de Michel. Plusieurs des militants syndicaux de mon syndicat ont travaillé à cette campagne. Nous avons fait environ 45 assemblées dans la région, dans des salles paroissiales, communautaires, au cégep, etc., durant cinq ou six semaines. Michel faisait même la tournée des centres d'achats. Il était tellement connu et aimé dans la région qu'il pouvait aller partout et remplissait les salles. C'est durant cette campagne qu'il a expliqué, entre autres, le revenu de citoyenneté. Je me souviens même qu'on a fait entrer clandestinement Michel dans l'usine d'Arvida pour parler à des travailleurs dans une salle à manger pleine à craquer. Il a obtenu 15 % du vote, cela contre le premier ministre du Québec et une candidate libérale de poids. Pendant la campagne, Michel demeurait chez nous. On a développé une grande amitié et je peux dire qu'il nous manque énormément ces temps-ci.

NCS – Comment avez-vous pu faire face à Alcan, une multinationale, à cette époque ?

A.P. – Face à la multinationale Alcan, se posait la question de l'unité syndicale ; chaque syndicat de la FSSA négociait sa convention au niveau local et les clauses centrales étaient négociées à une table centrale pour la FSSA. Alors, on a fait une démarche disant : « Si on veut être plus forts, il faut être ensemble ». On a mis sur pied une table intersyndicale Alcan pour regrouper tous les syndicats des employés de l'Alcan de la FSSA au Québec, mais aussi des syndicats qui n'étaient pas dans la FSSA, qui étaient affiliés ailleurs comme aux Métallos ou à la CSN. On s'est donné une structure qui nous unissait et qui faisait que l'Alcan ne pouvait plus jouer l'un contre l'autre, ce qu'elle avait toujours fait. Cela a été une grande victoire pour nous. Cela nous a permis de développer nos revendications pour la négociation de 2002 qui portait surtout sur le fonds de pension.

Parallèlement, on a organisé la mobilisation de tous les retraités d'Alcan sur notre régime à prestations déterminées. Pour la négociation de 2002, on a dit à l'employeur, on veut un représentant des retraités à la table de négo. Il a refusé. On lui a dit : « Alors il n'y aura pas de négo ! » On a réussi à imposer le président du comité des retraités à la table. On faisait des assemblées, alternativement celle des actifs où le président des retraités était présent et celle des retraités où j'étais présent comme président du syndicat et porte-parole des actifs. On était au minimum entre 1000 et 1500 personnes chaque fois ; la plus grande salle du centre d'achats était pleine. Les retraités venaient de Beauharnois et de partout dans le Québec et manifestaient en ville. Cette mobilisation a permis des gains importants pour les deux groupes. Par exemple, on a négocié une formule d'indexation automatique, mais surtout on a exigé que notre fonds de retraite (environ un milliard de dollars à cette époque) soit géré par un comité paritaire (syndicat et employeur). On est encore un des seuls comités paritaires de gestion de fonds de pension dans tout le mouvement syndical. Cela grâce à une formidable solidarité entre les actifs et les retraités et à leur mobilisation de 1999 et 2002.

NCS – Comment as-tu vécu la conciliation entre ta vie syndicale et ta vie de couple et de famille ?

A.P. – C'est sûr que militer, cela a eu un impact sur la vie familiale, mais j'ai toujours essayé de garder un équilibre. Ma blonde, Doris [Langevin], a été une militante syndicale aussi, elle comprenait le travail que je faisais et était d'accord. Elle aurait peut-être aimé que j'en fasse moins des fois, mais je pense que je n'aurais pas pu faire autrement. Doris m'a toujours accompagné quand on avait des activités syndicales à l'extérieur, dans les congrès par exemple. Mes enfants ont compris ce que je faisais, ne m'ont jamais reproché mon engagement, au contraire. D'ailleurs, elles ont un peu suivi le chemin de la recherche de la compréhension des enjeux de société. Avec ma femme, j'ai sûrement contribué à en faire des militantes, des femmes engagées dans leur travail et leur milieu.

NCS – L'Alcan avait des responsabilités quant au développement régional, mais ne les assumait pas ; en quoi cela vous concernait-il ?

A.P. – De 1980 à 2004, près de 50 % des emplois de l'Alcan ont été perdus seulement au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Pour nous, il était clair que le pacte entre Alcan et le gouvernement québécois, qui avait épargné la compagnie de la nationalisation de l'électricité en 1962, n'existait plus. Il fallait intervenir sur le plan politique pour qu'on renégocie cette entente afin de protéger nos emplois. Le syndicat d'Arvida a donc voté une somme d'un million de dollars pour mobiliser l'ensemble de la population et, avec les TCA, on a mené une

vaste campagne d'information et de communication publique nommée « On y va » sur le thème *Nos ressources naturelles, nos emplois*, en réponse à la demande d'Alcan qui invitait les travailleurs à faire des choix pour « rentabiliser » ses centres d'affaires qu'elle prétendait non rentables... Disons qu'on a replacé pas mal d'affaires. La question de l'emploi, ça ralliait toute la population, pas juste les syndiqués.

Depuis des décennies, la compagnie faisait ce qu'elle voulait dans la région et ne respectait pas le pacte social qui lui donnait des avantages gigantesques par rapport à ses compétiteurs. Elle recevait un cadeau du gouvernement de plus de 500 millions de dollars par année. Car l'électricité, c'est le tiers des coûts dans la production d'aluminium. Il nous semblait que ces avantages, ça méritait au minimum une responsabilité de développement régional. On se battait contre une multinationale qui possède un immense département de relations publiques et qui a les médias et presque tous les élus à sa solde. Nous, avec moins d'argent, mais avec du travail de recherche et surtout avec la mobilisation du monde, on a réussi à démontrer à la population qu'Alcan était sacrément avantagée et que c'était inadmissible qu'on n'ait pas le contrôle de nos ressources naturelles, qu'on continue à perdre des emplois comme on en perdait et allait en perdre encore, on s'en doutait bien.

En fait, comme on affrontait une multinationale soutenue par l'État, on était nécessairement sur le terrain politique, ce qui nous permettait d'avoir une couverture médiatique, car on brassait de la politique. On a mené cette campagne qui a entre autres réussi à convaincre les représentants régionaux de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de tenir un référendum lors des élections municipales du 6 novembre 2005 dans toutes les municipalités de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

La question était la suivante : « Acceptez-vous de donner à votre municipalité le mandat de conclure une entente avec le gouvernement du Québec sur la gestion de nos ressources naturelles basée sur les deux principes suivants : Que nos ressources naturelles (territoire, forêt, eau et mines), de même que les redevances payées pour leur exploitation et les emplois publics reliés à leur gestion, soient gérés par la région et que toute l'énergie privée, produite dans la région à des fins industrielles, serve exclusivement au développement industriel et à la création d'emplois au Saguenay-Lac-Saint-Jean ? » Le résultat : 92,5 % de la population a voté OUI à cette question. Ce fut un référendum historique.

NCS – Comment les travailleurs ont-ils vécu la vente d'Alcan à Rio Tinto ?

A.P. – En 2006, Alcan est dans la mire de compétiteurs, nous sommes très inquiets et on fait plein de représentations avant la vente pour exiger qu'on établisse un plancher d'emploi en considération des avantages hydroélectriques consentis par l'État. On apprend que le gouvernement a négocié en cachette avec Alcan une entente de continuité, mais sans aucune consultation des élus

à tous les niveaux et encore moins des syndicats. Finalement, c'est Rio Tinto, une compagnie australo-britannique, qui a acheté Alcan avec la bénédiction du gouvernement Charest et l'accord des conservateurs de Harper.

Malgré le vote du référendum régional de 2005, les élus politiques n'ont pas été capables de s'opposer à ça. Cela en dit long sur la faiblesse des instances démocratiques dans notre société : elles n'ont aucun pouvoir réel sur le développement régional. La seule continuité après la vente d'Alcan à Rio Tinto a été la poursuite des suppressions d'emplois et celle des avantages hydroélectriques que la compagnie a eus sans respecter ses engagements, avec la complicité du gouvernement.

NCS – Tu es maintenant retraité, mais tu poursuis ton militantisme auprès des retraités de l'Alcan, pourquoi ?

A.P. – Les retraités, c'est une force immense, si on les mobilise. Aux dernières négociations de notre fonds de pension en 2015, les syndicats étaient divisés, il y avait deux tables de négociation. Les retraités ont été complètement écartés de la table ; on nous a informés plusieurs mois après la signature des contrats de travail des résultats où nous avons subi des reculs importants. J'ai critiqué cela à l'assemblée en signifiant aux dirigeants syndicaux que nous avons tout à gagner en utilisant la force de mobilisation des retraités. Ça nous a motivés à mettre sur pied la première association de retraités syndiqués de toute allégeance syndicale chez Rio Tinto Alcan au Québec en 2016. On est environ 600 membres, mais on veut atteindre les 3000 retraités, car nous nous refusons à reculer sur ce que nous avons gagné par notre mobilisation passée. Faut se battre, encore et encore ! À l'heure actuelle, je constate que c'est de plus en plus difficile. Rien de ce qu'on pensait acquis ne l'est, nulle part, dans aucune sphère de la société. Alors, on ne peut pas baisser les bras, c'est pour ça que je continue de militer.

NCS – Quelle leçon tires-tu de ton parcours militant comme dirigeant syndical à l'Alcan ?

A.P. – Si on veut gagner, il faut avoir un rapport de force. Or, ce dernier vient de la mobilisation des travailleurs conscients des enjeux actuels et futurs. Il faut donc aller voir son monde fréquemment.

Si on veut représenter des gens, il faut s'assurer d'aller les voir, régulièrement, pas juste pour leur parler, mais pour qu'ils nous parlent. Il faut leur demander : êtes-vous d'accord ; si vous ne l'êtes pas, dites-le-nous, sinon notre travail n'a pas de poids. Quand j'ai commencé au syndicat, on était 200 aux AG, puis 500, puis 700, puis 1000 et plus. Rendu là, tu ne peux plus prendre de décisions sans aller consulter ton monde, sinon ce sont eux qui te ramènent. La seule façon de travailler pour le monde, c'est d'être avec le monde, et cela à tous les niveaux.

Dans l'action syndicale, il peut y avoir des différences et des différends entre nous, les militants ; il faut en débattre, se dire nos façons de penser, ne pas avoir peur de se critiquer, de s'engueuler. Mais après, on va prendre une bière et on a du fun. Arrivés devant le boss, on est un bloc soudé. Pour tenir, il faut sentir la fraternité, avoir du plaisir entre nous, sinon c'est trop dur.

NCS – Pour toi, il semble évident que poursuivre la lutte est une nécessité...

A.P. – Devant l'évidence qu'il n'y a plus aucune équité entre les immenses avantages consentis à Rio Tinto Alcan et les emplois créés et maintenus d'une part, et d'autre part quand on constate comment cette multinationale étrangère reporte constamment ses minimales engagements et continue à exiger encore et encore de nouveaux avantages, il est clair qu'on ne peut baisser les bras.

On ne peut être en marge de notre avenir collectif : être retraité du travail salarié, ça ne veut pas dire être à la retraite de la société. Pour ma part et pour beaucoup d'entre nous, on est rendus à exiger du gouvernement qu'il mette fin aux privilèges hydroélectriques de la multinationale et à penser que seule la nationalisation de l'énergie permettra un réel partage de nos richesses naturelles. Mais on ne peut pas faire ça en étant divisés ; on va devoir travailler avec les syndicats pour bâtir la plus grande unité possible et construire la mobilisation citoyenne nécessaire pour obliger le gouvernement à agir pour l'ensemble de la collectivité.